

---

SINGAPOUR – Mise à jour des questions de gouvernance de l'Internet  
Mercredi 26 mars 2014 – 15h30 à 17h00  
ICANN – Singapour, Singapour

**NIGEL HICKSON :** Mesdames et Messieurs. Pouvons-nous commencer ce panel sur l'actualisation de la gouvernance Internet ? Soyez les bienvenus dans cette salle. J'aimerais vous présenter notre modérateur cet après-midi, Nigel au micro. Notre modérateur est membre du conseil d'administration, Olga Madruga-Forti.

**OLGA MADRUGA-FORTI :** Merci beaucoup Nigel. Merci à tous de votre présence cet après-midi, pour cette troisième journée de dialogues et débats très intéressants et vivants sur la gouvernance Internet. Laissez-moi vous présenter les membres du panel et vous dire un peu comment va se dérouler cette réunion. Nous allons mettre à l'épreuve aujourd'hui un format un peu plus différent pour vous donner des informations actualisées sur l'une des réunions les plus importantes sur la gouvernance Internet de cette année, avec un format questions et réponses et avec une participation active de la salle.

Cela étant dit, nous avons besoin de vous dire qu'il existe une petite différence par rapport aux réunions précédentes. Nous espérons avoir le temps aujourd'hui pour nous concentrer sur les principales réunions qui vont avoir lieu en 2014 et les remettre dans le contexte de toutes nos activités concernant la gouvernance Internet. J'aimerais brièvement

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

---

vous présenter nos experts sur la gouvernance Internet et les membres du panel.

Nous accompagnent aujourd'hui : Peter Major, où est-il ? Peter est président d'UNCTAD UNCSTD, du groupe de travail des Nations Unies. Samantha Dickinson, chercheur éminente et blogueur sur la gouvernance Internet et sur les femmes dans les questions technologie et information. Avri Doria, qui représente la société civile, chercheur et écrivain et participante très active à l'ICANN, du côté de la société civile. Chengetai Masango, directeur de programmation et de projet. Markus Kummer, vice-président de la politique publique d'Internet Society, également coordinateur exécutif du secrétariat de l'IGF.

Nous avons également Tarek Kamel, à la gauche, qui va nous faire une introduction, il est conseiller de l'ICANN pour l'engagement, considéré comme le père de l'Internet en Égypte ainsi que l'un de nos principaux interlocuteurs de l'ICANN avec les gouvernements dans le monde. Merci de votre présence. Andres Piazza de l'Argentine, fonctionnaire des affaires publiques de LACNIC et avocat. Donc deux avocats avec moi aujourd'hui. Nous allons voir ce qui s'est passé cette année, quelles sont les principales réunions pour nous et pour la gouvernance Internet. Tarek, vous avez la parole.

TAREK KAMEL :

Merci. Bienvenue à tous sur cette séance sur la gouvernance Internet, modérée par Olga. Avant de commencer cette séance, il est important de dire ce qui va se passer cette année par rapport à la gouvernance Internet. J'aimerais d'abord remercier Nigel et son équipe qui nous ont



---

aidés avec Olga à organiser cette séance, parce qu'on l'appelle une séance sur la gouvernance Internet, qu'on fait lors de toutes les réunions de l'ICANN parce que les autres journées il y a d'autres réunions, mais il s'agit de la séance qui a lieu à chaque réunion de l'ICANN sur la gouvernance Internet.

Que va-t-il se passer aujourd'hui au niveau de la gouvernance Internet ? D'abord, beaucoup de changements se produisent. Nous allons aux réunions de l'ITU, beaucoup d'autres réunions pour défendre notre modèle multipartite et pour dire que l'Internet fonctionne sur le modèle WSIS et qu'il n'y a pas de place pour les changements, pour les améliorations. Au cours des derniers mois et après qu'il soit clairement apparu que le monde était divisé et demandait des changements, il y a eu une réunion de l'IGF à Bali l'année dernière, donc il a fallu créer une deuxième voie, je l'appelle ainsi, une deuxième voie d'événements organisés et soutenus par la communauté multipartite.

Nous commençons avec NETmundial et avec un panel de haut niveau, l'ancien ministre suédois des affaires étrangères et des initiatives de la part de la communauté multipartite qui créent une voie supplémentaire à celle des Nations Unies qui a été utile à l'ITU et tant d'autres événements importants. En 2014, il faut renforcer les initiatives telles que NETmundial et d'autres événements qui vont dans la même direction, One Net en est un, sans oublier le dialogue sur la gouvernance Internet qui a lieu à l'ITU et à l'IGF ainsi qu'au sein du groupe de travail sur la coordination et au sein du groupe de travail qui aura lieu en juin avant l'assemblée.



---

Il faut continuer à défendre notre point de vue sur la scène internationale dans ce que l'on appelle le mécanisme conventionnel et les fora conventionnels, pour nous exprimer en tant que communauté et continuer également à participer activement au débat qui a lieu à NETmundial ainsi qu'aux autres réunions. La déclaration concernant l'IANA a ajouté une nouvelle dynamique à tout ce dialogue, ça ne doit pas forcément concentrer tous nos débats aujourd'hui, mais ça ajoute à la complexité des questions qui existaient déjà, et ça ajoute une dimension supplémentaire à ce débat.

Voilà ce que je voulais dire à titre d'introduction, 2014 est une année intéressante ainsi que 2015, et comme l'a dit Fadi dans sa cérémonie d'introduction, nous avons l'opportunité de démontrer au monde que la communauté multipartite fonctionne et peut être à la hauteur de ce que la communauté mondiale attend de nous. Merci beaucoup, je vous souhaite tout le succès dans votre réunion. Merci Olga.

OLGA MADRUGA-FORTI :

Merci Tarek. Cette année est réellement unique parce qu'il y a une réunion IGF courante, mais il y a également beaucoup de réunions de l'UTI, telles que la réunion plénipotentiaire et la conférence sur le développement des télécommunications dans le monde qui aura lieu la semaine prochaine. Donc c'est dans ce contexte qu'on devrait se demander ce qu'il va se passer dans cette année par rapport aux activités à venir. Écoutons le point de vue de chacun des membres du panel par rapport au lien qui existe entre ces activités et le rôle spécifique de l'ICANN et de la communauté ICANN. Comment définiriez-

---

vous les intérêts de l'ICANN dans ces activités ? Je vais donner la parole aux membres du panel, en commençant par Markus.

MARKUS KUMMER :

Merci. C'est un plaisir pour moi, même si je suis un peu impressionné de prendre la parole en premier. Bonne question. Merci Tarek pour cette introduction très complète. Effectivement, c'est une année chargée et c'est également une année importante, ça fait longtemps qu'on l'attend, ça fait quinze ans. Il s'agit d'une opportunité pour la communauté de relever ce défi, non seulement en raison de l'annonce concernant la NTIA, l'année dernière nous avons eu des nuages par rapport au débat qui était en cours, et aujourd'hui il faut rétablir la confiance. Et l'annonce de la part de la NTIA a montré cela. Une fois qu'un gouvernement fait confiance à la communauté, alors c'est pour nous une incroyable opportunité, mais il faut bien faire les choses. Nous avons une date butoir qui approche donc il y a un travail à accomplir qui va impliquer beaucoup de discussions et de consultations et qui a déjà commencé.

Mais s'agissant des autres conférences, celle de l'UTI à Dubai la semaine prochaine, cela nous offre l'occasion de revenir là où nous étions à la fin 2012 et va donc nous offrir l'occasion de dire au monde que l'Internet fonctionne, et qu'il doit fonctionner avec les pays en développement, que l'Internet veut aider les pays en développement à créer leur propre contenu pour améliorer leur propre expérience Internet. Nous espérons que cela va avoir un impact positif, il s'agit d'une conférence essentielle, parce que cette conférence plénipotentiaire est une conférence où les gouvernements peuvent prendre des décisions, peuvent modifier le

---

mandat de l'UTI. Notre espoir est que le mandat va se concentrer sur ce qu'est censée être la mission de l'UTI, et c'est une tâche importante que l'Internet puisse disposer d'un mandat solide pour l'UTI.

Ensuite le sommet IGF à Istanbul, il s'agit d'une conférence qui n'aura pas pouvoir pour prendre des décisions pour changer la situation, il s'agit d'une réunion qui a un pouvoir de reconnaissance. Il peut identifier les problèmes, il permet de partager les meilleures expériences et les informations et peut aider les gens à comprendre des questions qui sont complexes et difficiles, des questions d'ailleurs qui ont été abordées cette semaine, lorsqu'on a parlé des fonctions de l'IANA. S'agissant de la gouvernance Internet, les gens ont toujours tendance à surdimensionner cela, les gens ne savent pas quoi faire de ce terme. Donc il faut également essayer de faire en sorte que ce sujet soit clair, simple et compréhensible pour tous. C'est important si nous voulons que l'Internet continue d'être ouvert, sûr, stable et résilient, et cela a un impact sur l'utilisation quotidienne que l'on en fait. Voilà pour mon introduction.

OLGA MADRUGA-FORTI : Merci. Vous avez souligné l'importance du processus multipartite dans le contexte des réunions multilatérales qui auront lieu cette année, donc du point de vue de la société civile, quel est le rôle de l'ICANN dans l'ensemble de ces réunions ? Avri s'il vous plait ?

AVRI DORIA : D'abord, veuillez m'en excuser mais ma sécurité en dépend, je dois dire que je ne suis absolument pas représentant de la société civile. J'ai participé à la société civile et j'ai participé au groupe de travail sur ma

---

société civile, mais je ne suis absolument pas représentant de la société civile. Je me définirais comme une personne non gouvernementale. Ça s'est produit déjà plusieurs fois cette semaine, on vient me voir et on me demande ce qu'est le modèle multipartite, et ce qu'on entend par multipartite, ce que ça signifie. Qu'est-ce que la gouvernance Internet multipartite ?

D'abord, je ne veux pas revenir sur les définitions mais je voudrais revenir sur ce qu'on fait, parce que c'est un processus en perpétuelle évolution, qui nous permet à nous tous, parties prenantes, que l'on soit gouvernement, ONG ou pas, de participer aux prises de décisions nécessaires pour atteindre les rôles de l'ICANN ou de la société concernant l'Internet. Je le disais, c'est un processus en perpétuelle évolution, et cette année réunit plusieurs conférences. L'ICANN a plusieurs rôles, deux rôles essentiels et peut-être que l'annonce concernant l'IANA ajoute un troisième rôle.

Dans un sens, c'est une partie prenante, c'est une des parties prenantes parmi les nombreuses parties prenantes, qui a un rôle à jouer pour essayer de faire en sorte que l'Internet soit ce que la société veut qu'il soit. Dans ce processus, il faut que l'ICANN défende ce rôle et cette mission qu'il remplit. L'ICANN a également un rôle en termes d'évolution des processus en raison des questions qui lui sont posées. Et là il faut être très prudents, parce qu'en donnant un rôle à l'ICANN, l'ICANN est censée se comporter de manière neutre, et c'est un rôle un peu confus encore. Parce qu'il y a un contrat avec l'IANA, l'ICANN a l'impression d'être propriétaire de l'IANA.



---

Or lorsqu'on regarde ce qui se passe à l'extérieur, on s'aperçoit que cette position n'est pas partagée par tous, et lorsqu'on regarde les autres fonctions de l'IANA, qu'il s'agisse des ccTLD, de la zone racine et de ses opérateurs, eux ont d'autres points de vue sur l'IANA et ces relations avec l'ICANN. Donc l'ICANN doit être neutre par rapport à la définition des futurs processus. Toutefois, il s'agit d'un acteur et d'une partie prenante, donc il faut que l'ICANN protège tout en évitant de protéger, donc laisser les choses ouvertes, essayer d'être ouverts et également prendre le risque de laisser les choses se faire et que l'IANA fonctionne pour tous. Cela fait donc partie du rôle de l'ICANN, montrer ce modèle ascendant en le vivant.

OLGA MADRUGA-FORTI : Merci Avri. La dualité de l'ICANN, la perspective de LACNIC, la reconnaissance du rôle de la gouvernance de l'Internet. Quelle est votre perspective ?

ANDRES PIAZZA : Merci Olga. Le représentant de LACNIC mais pas des autres RIR, mes collègues de RIR sont ici, je ne veux pas parler à leur place, mais nous nous coordonnons les uns entre les autres, nous avons considéré ce que devait être le rôle de l'ICANN et nous avons aussi établi nos attentes vis-à-vis de l'ICANN. Le rôle majeur, en ce moment le sujet est chaud, c'est l'IANA et la transition, les fonctions de l'IANA. Nous nous attendons, et donc c'est une coïncidence que... Fadi a demandé de l'aide, nous voulons qu'ICANN devienne le facilitateur et pas celui qui prend la tête du processus d'évolution.



---

C'est un jalon dans notre évolution. Nous travaillons avec les autres organisations qui participent à l'infrastructure de l'Internet dans cette évolution. L'année dernière il y a eu un moment chaud aussi dans la transition, ceci est une coïncidence. Maintenant je voudrais aussi suivre ce qu'a demandé [inaudible] pensent du rôle que l'ICANN devrait juste être incluse dans le processus mais devrait être une entité mondiale qui pourrait donc être plus mondiale, les façons efficaces et de facilité, le processus pour sa communauté, nous en faisons partie de cette communauté, d'accord, mais pour la communauté mondiale, les autres parties prenantes qui ont fourni des contributions, des endroits différents dans la gouvernance de l'Internet.

Il y a de plus en plus de réunions qui sont liées aux télécommunications, à la gouvernance Internet ou à la communauté Internet à travers le monde. Si vous regardez, tous les mois il y a plus d'une fois par semaine des réunions pertinentes sur ce sujet. Cela explique le sentiment dans tous les pays, dans toutes les régions, nous essayons d'être présents dans ces discussions, et lorsque nous faisons cela, et moi je suis aussi membre d'un groupe de travail dont Peter est le leader, nous sommes inclus dans la discussion ITU, LACIGF et dans ses discussions, et lorsque nous prenons part à ces discussions nous essayons de coordonner. Nous avons des intérêts différents quelquefois, mais nous voulons le même Internet et les mêmes résultats.

Nous coordonnons avec l'ICANN au niveau régional, au niveau mondial et avec tous les RIR, et nous allons poursuivre, essayer d'aider le rôle de l'ICANN en tant que facilitateur sur les processus qui démarrent sur la détermination de comment le processus devrait fonctionner. Une autre



---

chose, je suis fier d'être ici, quand on regarde, on continue à dire que la deuxième... Le nom de l'ICANN, des fois quand vous venez à une réunion ICANN, moi je suis allé à beaucoup de réunions ICANN mais parfois on oublie que les adresses IP c'est aussi une fonction d'ICANN.

Les communautés sont plus focalisées sur les noms de domaines, bien sûr c'est naturel, mais aussi cette transition IANA nous aide à comprendre l'importance des politiques sur les nombres et les parties opérationnelles, notre partie, parce que comme Greg l'a dit dans l'autre session, c'était intéressant pour moi, je n'y avais pas pensé. IANA se préoccupe des chiffres, des nombres, donc c'est important de garder ça en tête. Je pense qu'ICANN a un bon rôle pour faciliter les choses, ainsi elle deviendra plus mondiale, réussi au niveau de la mondialisation de leur structure et nous serons là pour soutenir.

OLGA MADRUGA-FORTI :

Merci Andres. Andres vous le verrez aux meetings CITEL OAS et la préparation multilatérale des Amériques, la position des Amériques vis-à-vis du monde. Si vous voulez lui parler hors ligne de ce processus, je suis sûre qu'Andres sera content de préparer Chengetai. Quel est le rôle d'ICANN dans ce mélange de réunions internationales ? Un peu une vue de l'ICANN, une troisième perspective, la perspective du secrétariat de l'Internet, l'IGF.

CHENGETAI MASENGO :

Je voudrais faire un commentaire. Le secrétaire général des Nations Unies a émis une déclaration très positive. Nous prenons note des développements importants et en encourageant tout le monde à

---

travailler d'une façon multipartite. Ainsi pour les gouvernements, sociétés civiles, secteur privé, toutes les communautés pour s'assurer que l'Internet soit libre et sécurisé. Vraiment à bord pour trouver une solution et participer dans le discours. Pour ce qu'il s'agit des autres questions et la reconnaissance mondiale de l'ICANN dans la gouvernance de l'Internet, je pense que le noyau de la communauté oui c'est très fort, mais dès que vous sortez de ce noyau ce n'est pas très clair à travers l'IGF.

Je parle beaucoup de gens qui sont des utilisateurs d'Internet et de business qui ont à voir avec l'Internet, pas seulement des gouvernements mais aussi dans les gouvernements. Ils ne sont pas très clairs sur le rôle de l'ICANN. Maintenant le rôle de l'ICANN est de plus en plus reconnu. Ce qui est important pour l'ICANN, c'est que c'est une organisation qui montre comment ce modèle multipartite fonctionne et nous observons ça avec la perspective du secrétariat de l'IGF et c'est très important. Je suis sûr que ça va continuer à s'améliorer, nous allons continuer à apprendre de ce modèle.

OLGA MADRUGA-FORTI : Merci Chengetai. Le débat global sur la gouvernance de l'Internet apporte de la visibilité pour le modèle multipartite. Ce processus est très intéressant. Sam, votre opinion ?

SAMANTHA DICKINSON : Oui, je ne vais pas parler d'IANA, je vais parler de la plus grande vue d'ensemble. Il y a un lien entre l'ICANN et les discussions mondiales de l'Internet qui prennent place, et je vais parler de WSIS, il y a plein de

---

choses. Les discussions sur les objectifs du WSIS, le processus WSIS dans le modèle multipartite, nous partageons nos succès, mais nous devons aussi prendre la responsabilité pour les déficits. Nous devons aussi regarder cet écosystème et voir le rôle que nous pouvons jouer. Pour moi, beaucoup des problèmes dans l'ICANN pourraient être arrangés d'une façon plus simple, si tout le monde comprenait bien la variété de problèmes qui ont un impact en ce moment.

Il y a un peu une division entre le GAC diabolique et avec les problèmes des droits de l'homme et ainsi de suite, avec le comité des bureaux d'enregistrement et des opérateurs de registres. Nous devons faire les affaires, donc il ne faut plus qu'on nous impose des choses, les gens s'attendent qu'il y ait un dialogue plus important, qu'il y ait une meilleure compréhension sur les problèmes comme les droits de l'homme, et surtout sur le point de vue du GAC, de comprendre comment la société civile est concernée par les choses comme la publication.

Si vous êtes dans un pays où l'homosexualité est poursuivie, devinez, vous allez peut-être avoir des problèmes si vous ne faites pas attention à ces problèmes. Il faudrait peut-être mieux comprendre les problèmes par exemple du cyber crime, pas seulement écouter au GAC mais aller dans ces autres environnements, discuter de ces problèmes qui se rencontrent, pourquoi il y a des problèmes, pourquoi il y a des raisons. Si on comprend le contexte d'une façon plus large, on pourra mieux comprendre les problèmes techniques et en parler plus facilement.

---

OLGA MADRUGA-FORTI :           Merci Sam. Peter, s'il vous plait ?

PETER MAJOR :                   De la part du GAC, sont en phase de version préliminaire au GAC, en ce moment. Pour parler de votre première question, le rôle de l'ICANN et la perception de l'ICANN dans le système IG. J'ai toujours travaillé avec des représentants de l'ICANN dans mon groupe. J'ai commencé avec l'amélioration de l'IGF et ensuite dans ce groupe, c'est un groupe multipartite au sein des Nations Unies, c'est ne commission des sciences et des technologies, nous avons des représentants de la société civile, de la communauté technique et des organisations internationales et bien sûr des gouvernements. Apparemment nous travaillons très bien ensemble. Je n'ai pas dit que nous avons des résultats mais nous travaillons très bien.

Quand il s'agit d' l'ICANN, moi je vois qu'un dans ce groupe est allemand, il contribue... d'un autre côté je pense qu'il y a une approche un peu curieuse de comment se fait-il qu'ICANN est incluse, participe dans les problèmes de gouvernance d'Internet, normalement ils devraient être concernés par les nombres et par les noms et on se rend compte qu'il est bien normal qu'ils participent à ces problèmes de gouvernance d'Internet, comme Sam l'a dit par exemple avec le Whois, il y a plein de pièges , plein de conséquences inattendues donc ICANN devrait être incluse. Si j'ai encore le micro, je voudrais faire deux remarques de plus.

En revenant à ce que disait Tarek, une partie du processus qui a commencé avec les WCIT, je suis complètement d'accord avec cela,



---

seulement nous avons des hauts et des bas. Nous avons des forums pour la communication qui étaient un soulagement, d'ailleurs Markus va être d'accord avec moi, les gens pouvaient prendre la parole de façon égale et arriver à des accords, nous avons aussi un environnement un peu différent. Nous voudrions de meilleure manière et arriver à un accord commun et j'espère que la coopération va être améliorée par ce groupe de travail, et que ça va être un cas de test pour voir comment nous pouvons travailler avec une approche multipartite dans l'environnement des Nations Unies.

**OLGA MADRUGA-FORTI :** Merci Peter. Avec cette introduction, nous allons passer à des questions plus détaillées avec des thèmes et des sujets qui continuent à être soulevés dans toutes ces sessions où nous allons participer cette année. Donc la meilleure façon de commencer, c'est au départ, et nous allons parler des principes généraux. Si vous devez considérer une gouvernance qui évolue en aiguisant ce qui pourrait être des thèmes ou des principes qui devraient être des principes de guidage vers des considérations des problèmes. Quelle est votre perspective sur les trois principes fondamentaux qui devraient être acceptés ou qui devraient être pris en compte dans la considération d'une gouvernance de l'Internet qui évolue ?

**AVRI DIRIA :** En parlant des principes au début, les droits de l'Internet, les droits de l'homme, c'est la même chose. Cela ne veut pas forcément répondre à la question, bien sûr, parce qu'il y a des droits en concurrence mais nous devons toujours garder ce principe en tête, c'est que les droits de

---

l'homme et les droits de l'Internet sont interchangeables. La deuxième chose, ce sont les parties prenantes, en fait les parties prenantes fondamentalement sont égales et méritent toutes un rôle à la table et le droit de parler et de participer dans les processus de développement de politiques.

On doit également admettre que les parties prenantes ont des rôles variés et des responsabilités, et que cela dépend des tâches qui doivent être accomplies, le contexte, le temps de la tâche, qu'elles soient égales au niveau du temps, dans les problèmes variés et les responsabilités, bien sûr sont variables donc l'égalité ne veut pas forcément dire qu'elles sont les mêmes. La dernière chose à laquelle je pensais, nous devons nous rappeler que lorsque nous parlons de la gouvernance de l'Internet et les parties prenantes, aucune partie prenante ne peut définir les responsabilités des autres parties prenantes.

Personne ne peut dire : Votre rôle unique c'est de faire ça, ou la société civile vous ne pouvez faire que telle ou telle chose. Nous devons comprendre qu'il y a beaucoup de rôles et de responsabilités, beaucoup de parties prenantes au-delà des trois que le gouvernement définit. En gardant ces trois choses en tête, alors que nous commençons à regarder les problèmes auxquels nous faisons face, cela nous garde un peu les pieds sur terre.

OLGA MADRUGA-FORTI :

Merci Avri. Vous avez souligné des principes d'inclusivité dans le dialogue de toutes les parties prenantes, donc Markus, en suivant sur cette idée, sur ces principes primordiaux, comment est-ce que vous assurez un processus de dialogue qui prenne en compte toutes les

---

communautés dans l'ICANN, alors que nous participons dans des réunions internationales ?

MARKUS KRUMMER :

Lorsqu'il s'agit de la situation Internet, en incluant ICANN, mon travail a été fait pour être inclusif, et les politiques ouvertes sont vraiment très bien. Mes principes préférés sont que ça doit être ascendant ouvert et inclusif, toute personne a le droit d'être autour de la table et de prendre la parole. Je pense que ça permet à la communauté d'aller de l'avant, et je pense que ça permet d'écouter des voix dissidentes, et cela fait partie du jeu, la démocratie peut être un peu brouillon. Je ne pense pas que l'ICANN a un problème en particulier avec ça, on pourrait continuer sur cette voie.

OLGA MADRUGA-FORTI

Continuer sur la voie, c'est bien. Vous pouvez poser ces questions à une partie du panel, vous pouvez prendre le micro ou nous faire signe. Nous voulons une participation de tous en prenant en compte tous les principes fondamentaux. Nous avons des défis tous les jours dans le processus multipartite pour nous engager et participer dans ce processus d'inclusivité. D'autres institutions pratiquent ce type de système multipartite. Chengetai et Peter peuvent parler de la perspective d'autres organisations qui opèrent de cette manière, et il semble que cela devienne très populaire, ce qu'on appelle le multipartisme en prenant dans des systèmes très traditionnels.



---

PETER MAJOR :

Oui, je viens d'écouter vos commentaires, et je réfléchissais, lorsqu'on a créé le premier groupe de travail sur les technologies, il y a eu un conflit de la part du gouvernement, qui ne voulait pas laisser les autres parties prenantes participer dans la salle, et ça a été réellement une lutte pour faire participer ces parties prenantes au groupe de travail, on s'en souvient bien. Nous avons eu une discussion qui a commencé à 18h00 et ça a été véritablement une avancée significative, que l'on peut qualifier de populaire. Mais une fois que vous réussissez à percer, la deuxième étape finalement est assez simple.

On a suivi le même schéma. Les membres du groupe provenaient du gouvernement et les autres parties prenantes étaient qualifiées d'invités. Dans la deuxième partie, ils étaient encore invités mais étaient traités comme des membres. C'était dans la théorie, dans la pratique on essayait de les traiter comme un véritable groupe multipartite. Il y a aussi des initiatives très intéressantes au sein ITU qui permet à d'autres parties prenantes de participer, qui proviennent des universités et des secteurs techniques de participer à différents groupes de travail. Je crois que c'est un processus qui est en cours.

CHENGETAI MASANGO :

Dans le système actuel des Nations Unies, il existe un rôle traditionnel multipartite qui est en place. Il y a eu un précédent qui a commencé avec WSIS et il y a eu un groupe de travail pour la gouvernance Internet, qui me semble-t-il a été un des premiers groupes au sein des Nations Unies qui reposait sur le modèle multipartite et qui a fait office de modèle pour les groupes de travail qui ont suivi. Cela a été un groupe de

---

travail très intéressant, et en fin de compte on a réussi à obtenir un document et la définition de la gouvernance Internet.

Markus était là, c'était le coordinateur de ce groupe de travail, et ça a finalement été mon premier contact avec ce qui m'attendait à l'IGF. Et comme Peter l'a dit, une fois que ça a été fixé, on a vu que ça s'est installé aux Nations Unies et à l'ITU. Beaucoup de groupes au sein des Nations Unies sont de plus en plus multipartites, peut-être qu'on n'en est pas encore au niveau parfait, Avri sera certainement d'accord, mais les choses s'améliorent. À mesure qu'on travaille et que l'on avance, les choses s'améliorent. C'est en tout cas le cap suivi aux Nations Unies.

OLGA MADRUGA-FORTI :

Merci Chengatai. Ce modèle multipartite est en place à l'ICANN et dans d'autres fora, non seulement en termes de participation, mais sur le fait de savoir qui peut prendre la parole sur quoi. Beaucoup de choses sont en train de se produire dans ce domaine. À un moment donné, il faut s'arrêter et dire : Voilà, comment mesurer les résultats au niveau des plénipotentiaires ? Nous nous tournons vers Sam : Lors de la prochaine réunion plénipotentiaire, que considérez-vous comme étant un résultat positif, dans le sens le plus large ?

SAMANTHA DICKINSON :

À un niveau très général, je dirais que l'un des résultats sera de mettre un terme aux divisions entre une certaine catégorie de participants et les autres. Si on peut continuer à supprimer ces barrières, on va pouvoir gagner. Plus on va pouvoir avoir un échange de points de vue entre les participants, mieux on va pouvoir se comprendre, et de manière plus

---

spécifique, j'ai trois témoignages de réussite. D'abord les états membres ont décidé de rouvrir les travaux du groupe de travail sur les questions relevant de la gouvernance Internet.

Deuxièmement, reconnaissance croissante des organisations Internet dans les résolutions du texte principal, et accords sur le fait qu'il ne va pas y avoir chevauchement de travail entre les différents groupes de travail. En novembre dernier, lorsque le questionnaire qui a maintenant été envoyé aux gouvernements et on en a obtenu des réponses, il y a eu un débat sur le chevauchement entre les travaux des groupes de travail, et si les membres de l'ITU voulaient le faire, libre à eux, mais c'était un chevauchement. Donc si tout le monde est d'accord pour se respecter et respecter les autres organes des Nations Unies, de l'ICANN etc. je pense que c'est un excellent résultat.

OLGA MADRUGA-FORTI :

Merci Sam. Pour passer aux questions à nous poser, Pourquoi y a-t-il autant de débats actuellement ? Parce qu'on a tendance à entendre que les gouvernements ont beaucoup d'intérêt par rapport à la plus grande attention qui est accordée à l'Internet et à la politique autour de l'Internet et qui devrait avoir un plus grand rôle au sein de l'ICANN et des fonctions de l'ICANN. Donc on devrait se poser la question de savoir s'il s'agit d'une idée ou d'une mauvaise compréhension. Si c'est une idée à un problème, Comment pourriez-vous y répondre ? Pour ce faire, je vais demander à Peter et à Avri de répondre.



---

PETER MAJOR :

Je crois que ce n'est pas une idée ni une mauvaise compréhension, mais c'est plutôt une évolution naturelle. Le nombre d'utilisateurs internet et d'applications qui existent font qu'il y a un plus grand nombre de problèmes qui se posent par rapport aux politiques publiques, et je pense que les gouvernements s'en sont rendu compte, ou plutôt qu'on les a obligés à se rendre compte qu'ils avaient un rôle à jouer. Parfois, ils commencent à jouer ce rôle, parfois ils en font trop, ce dépend beaucoup des gouvernements, mais il est indéniable qu'effectivement ils ont un rôle à jouer.

Savoir si leur idée est la bonne, c'est une autre affaire. Comme nous tous, ils sont en processus d'apprentissage, parce que le cyberspace, le monde de l'Internet est si complexe qu'on ne peut pas s'attendre à ce qu'il y ait suffisamment d'experts au sein des gouvernements pour faire face à cela. Les gouvernements ont leurs propres méthodes et processus traditionnels et parfois et bien souvent, ces processus ne s'adaptent pas à la situation actuelle, donc il faut se montrer patients aussi, les autres parties prenantes doivent se montrer patientes.

OLGA MADRUGA-FORTI :

Nous avons une question à distance. Avri.

AVRI DORIA :

Par rapport à cette question, je pensais qu'aucune partie prenante ne pouvait décider pour les autres, donc si les gouvernements pensent qu'ils ont besoin de jouer un plus grand rôle, qui suis-je pour dire qu'ils ne doivent pas ? Si je dis que la société civile doit jouer un plus grand rôle, qui est ITU pour me dire que non ? Si on voit ce qui se passe à

---

l'ICANN, je ne vois pas dans quelle mesure l'ICANN pourrait avoir un plus grand rôle, mais imaginons, il y a certainement un rôle que l'ICANN pourrait jouer. Par exemple, peut-être un rôle par rapport à la réglementation, à la régulation, un plus grand nombre de gens de la part des gouvernements pour participer, je pense que cela pourrait enrichir nos débats, nos discussions, comme on l'a vu sur la question de l'application de la loi de rétention des données.

On a vu que nos échanges se sont approfondis et enrichis, donc effectivement c'est intéressant, du point de vue des rôles et des responsabilités qu'on pense qu'ils devraient remplir, et je dis toujours que les gouvernements sont les protecteurs de nos droits de l'homme, et ils ont assumé ce rôle. Si les gouvernements remettaient en cause cette protection des droits de l'homme, la situation serait tout autre, donc il y a des rôles et responsabilités qui incombent à chacun et il faut continuer à en débattre pour faire participer de plus en plus de gens et élargir le débat et faire en sorte qu'il y ait un équilibre entre tous.

OLGA MADRUGA-FORTI : Merci Avri. Je crois que nous avons une question à distance. Je vous écoute.

JOHN CURRAN : Merci Olga. La question est adressée à Markus. Vous avez dit qu'il y avait des principes multipartites de base tels que l'ouverture et la transparence qui sont très importants. Savez-vous s'il y a une norme commune, ou une liste de normes de ces principes et savez-vous si

---

toutes ces organisations se sont engagées à mettre en œuvre ces principes ?

MARKUS KUMMER :

Merci pour cette question. Nous avons effectivement fait cette présentation avec NETmundial au Brésil qui a soumis une liste de principes de base, d'ouverture, de transparence et d'inclusion et je crois savoir que toutes les organisations se sont engagées à respecter ces principes, savoir s'ils parviennent à les mettre en œuvre ou pas, c'est une autre histoire, mais en tout cas l'intention et l'engagement sont là.

OLGA MADRUGA-FORTI :

Merci. Considérant la préparation de ces réunions internationales qui vont avoir lieu cette année, il y a une certaine dynamique, un certain rythme qui sont en train d'être lancés, et il y a beaucoup d'attente par rapport à ces réunions. Peut-être que ça nous a pris de court, l'annonce de la NTIA par rapport au contrat de l'IANA, donc on doit peut être prendre un moment pour voir dans quelle mesure cela a une incidence sur ces réunions internationales, dans quelles mesures cela va modifier l'ambiance, le contexte dans lequel ces réunions vont avoir lieu. Je me tourne à nouveau vers Markus.

PETER MAJOR :

Votre question est très intéressante et je ne veux pas interrompre le débat, donc je vais attendre pour poser ma question.

---

MARKUS KUMMER :

Oui bien sûr, cette annonce est récente, donc bien entendu elle va avoir un impact positif sur l'atmosphère, parce que lorsqu'on voit comment ces discussions sur la gouvernance Internet ont commencé, au début de l'année 2003, à l'époque ces discussions tournaient autour du rôle de l'ICANN et du gouvernement américain, et on ne savait pas bien de quoi il s'agissait, de quoi il était question, on parlait du DNA et du DNS, il y avait très peu de connaissances, on confondait DNS et ADN. Donc il y avait une sensation générale que les États-Unis contrôlaient l'Internet, et d'ailleurs ça a été clairement vu lors de la crise en Irak, c'est là qu'on a commencé à parler de gouvernance Internet, et ça a eu un grand impact sur le gouvernement américain et une incidence sur la décision qui a été prise par rapport à l'annonce de la NTIA, et ça a finalement été très positif.

Parallèlement, cela peut pousser un gouvernement à vouloir occuper l'espace laissé par le gouvernement américain. Ce n'est pas à l'ordre du jour, le gouvernement américain a dit qu'il n'allait pas accepter qu'un autre gouvernement assume ce rôle, c'est positif, mais il faut être conscient du fait qu'il y aura une tentative de remplacer le gouvernement américain par un autre gouvernement, et pour lutter contre cela, on doit, en tant que communauté multipartite, montrer que nous sommes à même d'avancer et de montrer la voie en faisant participer les gouvernements, bien entendu, parce que les gouvernements font partie de ce processus. Et ils font partie de ce modèle multipartite.

OLGA MADRUGA-FORTI :

Merci Markus.



DENNIS JENNINGS :

Je suis irlandais et citoyen Internet. Ces deux termes : Internet et gouvernance, pourquoi les associer ? Il s'agit de deux termes juxtaposés, donc lorsqu'on parle de gouvernance Internet, il me semble très utile de mieux définir les aspects de la gouvernance Internet dont on parle, Si on parle du rôle de l'ICANN dans la création d'un Internet mondial inter-opérationnel qui est en dehors d'une structure gouvernementale et d'un territoire en particulier, alors ça c'est un des aspects de la gouvernance de l'Internet, et c'est l'aspect dont on parle ici à l'ICANN. À cet égard, le modèle multipartite qui inclut les gouvernements est extrêmement important, les gouvernements doivent participer mais aussi la société civile et d'autres parties prenantes. Parce que dans le fond c'est quelque chose de mondial, cela va au-delà des intérêts nationaux.

Si l'on parle de la gouvernance en termes de l'application de questions qui relèvent de la législation de la propriété intellectuelle ou juridique, alors je pense que là encore le modèle multipartite s'applique, mais dans ce cas-là, clairement, ses aspects reposent d'avantage sur un aspect territorial et national, et là les gouvernements ont un rôle plus grand. Si vous divisez les choses en ces termes et si vous en êtes d'accord, alors vous avez à faire à deux débats différents. Et de mon point de vue, la gouvernance Internet repose réellement sur un modèle multipartite avec un engagement beaucoup plus limité des gouvernements, s'agissant des autres aspects. C'est mon point de vue, je divise les choses en ces termes.





---

OLGA MADRUGA-FORTI : Devrions-nous parler de la gouvernance dans le contexte de l'Internet ?  
Avri ?

AVRI DORIA : Bien sûr, comme je l'ai dit au départ, la partie gouvernance correspond à ce comment est-ce qu'on amène tous les opinions des parties prenantes dans le processus et on en arrive à des solutions qui vont bénéficier à la société, et que tous ces utilisateurs deviennent d'accord. Donc éventuellement, vous devez avoir des communautés de partie prenante et le travail qui les rassemble, qui les amène au consensus ICANN. C'est ce processus d'en arriver à une décision de comment aller de l'avant, toutes les décisions techniques ont des impacts sociaux. Il y a des implications dans les politiques, la gouvernance c'est lorsqu'on rassemble tous ces acteurs pour déterminer la façon d'aller de l'avant. Donc je pense vraiment qu'il y a un rôle pour la gouvernance de l'Internet.

OLGA MADRUGA-FORTI : Quelqu'un veut-il répondre à la question ? Marilyn, s'il vous plait.

MARILYN CADE : Je pensais venir pour donner une réponse et j'apprécie l'opportunité d'être dans une salle avec tellement de gens intéressés sur le sujet, des gens qui partagent un intérêt dans la gouvernance de l'Internet. Quelle que soit la définition que nous acceptons, je vais dire deux choses. En réponse à votre question Olga, aux États-Unis je ne sais pas si ça va se traduire, vous allez peut-être m'aider, mais nous dirions en réponse à



---

votre question : Est-ce qu'on devrait même parler de gouvernance Internet ? Je dirais que ce train est parti de la gare, et d'autres trains arrivent derrière. Cela reflète le point que vous avez soulevé à un moment durant le sommet mondial sur la société d'information.

Je vois des gens comme David Farris et d'autres de l'unité constitutive commerciale qui eux-mêmes étaient inclus dans ce problème. Nous avons essayé d'intéresser nos PDG, nous leur avons demandé d'aller à cette réunion à Genève, et nous ne pouvions pas entrer dans la salle de réunion, c'est bien difficile. Nous étions dans les couloirs, nous prenions le café avec les délégués mais nous ne pouvions pas entrer, et dans une période de quatre ans, un intérêt commun a été créé selon un point de vue de définition commun. Si nous devons créer une phraséologie nous-mêmes, nous n'aurions peut-être choisi le mot gouvernance internet, en tant que personnes qui viennent du business, nous ne pouvons pas traduire cette expression, même en chinois d'ailleurs.

On nous a donné cette phrase à la suite d'un processus très compliqué et je suis très enthousiaste au fait qu'à la fin du WSIS, les préoccupations et les intérêts ont été rassemblés auprès de tous les leaderships, qu'ils soient les gouvernements, la société civile etc. à propos de l'Internet. Il fallait donc apporter un environnement dans lequel tout le monde pouvait être confortable et après on s'est mis au travail, et récemment quelque chose de magique s'est passé. Au lieu d'avoir à écrire des documents de cinq ou six pages pour des exécutifs, des ministres, de devoir expliquer pourquoi l'Internet devrait avoir de l'intérêt pour eux, c'est plus facile maintenant de commencer cette conversation.

---

Nous devrions donc vraiment être heureux de ces résultats, c'est vraiment un moment d'opportunité pour nous à l'ICANN, tous les gens intéressés aux problèmes plus larges de gouvernance Internet. Encore une fois ce train va assez vite, il faudrait peut-être trouver un moyen de le ralentir, il serait bon de définir les questions et de travailler sur les réponses.

OLGA MADRUGA-FORTI : Je pense que nous avons des commentaires de Markus là-dessus et ensuite nous prendrons une autre question.

MARKUS KUMMER : Sur la gouvernance Internet, Avri et Marilyn en ont parlé déjà, il faut comprendre qu'il y a une critique intellectuelle du terme. Ce terme est venu de l'extérieur, nous essayons de comprendre collectivement la définition. Nous savons que la gouvernance Internet n'a rien voir avec le gouvernement, c'est la notion abstraite de mener le show. Les gouvernements ne peuvent pas faire ça eux-mêmes, c'est un peu la définition de la gouvernance Internet, c'est un accomplissement remarquable, les gouvernements ont accepté cela et l'ont reconnu, Ils ont vu que tout le monde devait participer, toutes les parties prenantes, cela ne pouvait pas être fait si facilement, c'est un accomplissement très positif.

Je voudrais aussi revenir en arrière et dire que je suis complètement d'accord avec Avri, toutes les parties prenantes ont un rôle différent, dans des domaines les gouvernements ont un rôle plus important, il y a donc des couches différentes de l'Internet, par exemple la propriété

---

intellectuelle. Oui il y a un aspect territorial, mais c'est à nous de relever le défi, l'Internet n'est pas territorial, il faut appliquer les règlements qui ont été fondés au dix-neuvième siècle, ces règlements n'ont plus lieu maintenant. Toutes les parties prenantes devraient avoir une voix quand il s'agit de décider de nouvelles législations sur le contenu d'Internet. Ceci ne devrait pas avoir un impact négatif sur l'Internet. Construire sur ce que nous avons déjà accompli à présent.

Au niveau de notre discussion sur la gouvernance Internet, encore une fois c'est l'approche multipartite, des discussions entre toutes les parties, et quand il s'agit de la propriété intellectuelle, ce n'est pas toujours le cas, c'est souvent dominé par les propriétaires de contenu. Les utilisateurs n'ont pas la parole, il faut être prudent avec ces problèmes et cela devrait être géré d'une façon multipartite.

OLGA MADRUGA-FORTI : Pouvez-vous nous dire qui vous êtes ?

GRACE GITHAIGA : Je m'appelle Grace Githaiga, J'aime beaucoup ce que vous avez dit à propos des parties prenantes et qu'aucune partie prenante ne pouvait définir les rôles des autres et le fait que nous devrions considérer que chaque partie soit égale dans tous les processus. Je ne sais pas si tout le monde sera d'accord avec vous, c'est discutable. Nous avons parlé beaucoup de ce système multipartite, je sais que c'est ce qui est requis de la gouvernance Internet, parce que presque tout le monde a un rôle à jouer dans la société, ma question donc est : Peut-on continuer à parler de ce système multipartite et s'assurer que les parties soient

---

traitées également quand on ne discute pas du financement de la participation ?

Nous savons que la participation a toujours eu des implications de coûts, c'est égal si ce sont des réunions face à face ou des discussions en ligne, certains d'entre nous, des fois, certains qui viennent du monde en voie de développement ont des problèmes de connexion. Oui au fait, nous savons que lorsque nous participons, le fait que vous pouvez articuler votre position, d'être capable de faire des propositions, vous voyez les gens face à face, cela crée une relation et les gens commencent à vous comprendre. Est-ce qu'on peut continuer à parler de modèle multipartite sans avoir le besoin de discuter et de voir si nous avons besoin d'un modèle multipartite de participation financière ?

OLGA MADRUGA-FORTI :

Oui je pense que c'est une question apte pour Chentagai et pour les efforts IGF. Je dois noter que la question « Comment assurez-vous un dialogue international prend en compte le système multipartite ? » non seulement dans l'ICANN, mais dans tous les dialogues internationaux et c'est un problème très important, les Nations Unies ont essayé tellement de manières variées pour assurer cela de façon financière et autre, est-ce qu'on a une position IGF là-dessus ?

CHENGETAI MASANGO :

Oui, nous croyons en la valeur d'une rencontre face à face, nous essayons d'avoir de la participation à distance, que ce soient des conférences vidéo, ou à travers les transcriptions, mais cela ne peut pas remplacer la vraie expérience, la valeur de ce qu'on obtient d'une

---

communication face à face. Le financement pour cela est un problème pérenne, nous avons tout essayé, tous les ans nous travaillons avec d'autres organisations pour essayer d'aider à faire venir les gens. ICANN-même à sponsorise les gens pour qu'ils viennent, IGF aussi. Nous avons essayé plusieurs modèles pour essayer qu'il puisse y avoir des donations extérieures, pour que nous puissions avoir du financement pour que les personnes surtout des pays en voie de développement puisse venir aux réunions IGF.

OLGA MADRUGA-FORTI : Merci Chengatai. Je pense qu'Avri a un autre commentaire.

AVRI DORIA : Oui, j'ai un commentaire rapide. C'est incroyablement vrai que le financement, d'ailleurs une autre chose qui a toujours été un grand regret, ce qui devrait être mis sur l'emploi du temps, les gens se promènent avec leur petit agenda, cet agenda avait été distribué, il s'agissait de la gouvernance Internet et des modèles de financement. On passe tout notre temps quand on passe à cet agenda, l'agenda de Tunis, on décrit l'agenda de Tunis et on ne parle pas des modèles de financement qui ont été si difficiles à négocier. C'est donc critique que nous continuons à soulever le sujet, nous ne pouvons pas parler de la gouvernance Internet sans résoudre le problème financier, mais nous n'accomplirons pas le modèle complet avant de pouvoir résoudre ce problème.

OLGA MADRUGA-FORTI : Prochaine question.



LEE HIBBARD :

Je m'appelle Lee Hibbard, je travaille à Strasbourg au Conseil Européen, comme vous le savez nous avons 47 états et vous avez parlé des organisations telles que celles-là plus tôt. Nous avons eu plusieurs réunions. Je voudrais parler d'une position égale pour tout le monde, pour tous les acteurs de l'Internet. Nous sommes une organisation très multipartite, plus multipartite que beaucoup d'autres organisations. Les gouvernements ont des obligations juridiques, ils ont un rôle et ils doivent être responsables pour leur rôle. Quand on parle d'autres acteurs, vous avez parlé de l'inclusion des rôles, de leur capacité à faire les choses, c'est très important. Mais quelles sont leurs obligations et leurs engagements ? Et on ne discute pas cela.

Maintenant nous voyons à travers les Nations Unies par exemple avec business et les droits de l'homme, ce sont des gros sujets, nous avons des principes et nous voyons de plus en plus de discussions sur ce que sont les responsabilités du business dans la protection des droits de l'homme, mais nous parlons de cela dans d'autres contextes, on doit se rappeler que les gouvernements ont des responsabilités, il y a des révisions faites par les Nations Unies où ils sont responsables pour des mécanismes qu'ils mettent en place. Ils ont des rôles et des responsabilités, et nous devrions discuter de cela à certains moments, pas forcément maintenant, mais quelles sont les obligations et les responsabilités des parties prenantes ? Nous voyons tous ces panels qui discutent des choses, mais quels sont donc les rôles et les responsabilités comme ceux qu'ont les gouvernements ?

---

OLGA MADRUGA-FORTI : Oui, Andres ?

ANDRES PIAZZA : C'était une question pour notre panel, ou peut-être un grand autre forum. Mais pour clarifier les choses, il y a plusieurs parties prenantes qui sont très bien définies et avec des obligations bien définies, telle que la communauté technique qui est l'organisation qui a un rôle opérationnel dans les politiques et dans l'administration des ressources. Nous n'avons pas une constitution, nous n'avons pas été créés par un traité mais nous avons des fonctions très bien définies. Ce serait difficile de décrire les autres parties prenantes, mais quand les gouvernements, c'est un peu ennuyeux, il faut comprendre leur état d'esprit, ils pensent qu'ils ont des représentations souveraines. Ils ont des citoyens, personne n'a les mêmes droits, ils sont ce qu'ils sont.

Quand je pense au rôle de notre organisation, nous avons vraiment des régulations très définies. S'ils ne rencontrent pas ces obligations, les conséquences seront, je ne sais pas, c'est difficile de comparer, mais je ne pense pas que les autres parties prenantes soient des participants, je ne peux pas parler de la part des communautés techniques, mais en tant que membre d'une de ces organisations, je crois que le rôle, les obligations sont bien définis, c'est ce que j'avais à dire.

OLGA MADRUGA-FORTI : Merci Andres. Un autre commentaire de la part de Peter, ensuite nous reviendrons sur la question et nous passerons aux personnes qui ont des questions à poser sur la liste.



---

PETER MAJOR : Je ne vois pas Lee, ah si, merci pour votre question. Comme il a été dit, cela devrait être adressé devant un plus grand forum, mais à la fin je vois qu'un troisième groupe de travail dans les CSC qui pourrait être formé pour résoudre ce problème.

PAUL FOODY : Je regardais aussi l'IGF, la description qu'ils font d'eux-mêmes, l'IGF facilite une compréhension commune pour les opportunités Internet et adresse le risque des défis qui peuvent être soulevés. Cela est clairement un défi et un risque. On doit se donner assez de temps pour regarder toutes les opportunités et dix-huit mois ne représentent pas assez de temps. Donc mettons-nous d'accord que nous allons résigner le NTIA l'année prochaine, je crois, en septembre 2015, et que nous ne faisons pas les choses d'une façon rapide, nous n'aurons pas des résultats qui ne sont pas positifs pour tout le monde.

KAREL DOUGLAS : Karel Douglas, je suis un boursier, je suis un peu nouveau à la gouvernance d'Internet. Je suis de Trinité et Tobago. Ma question est, quand il s'agit de l'IANA, la décision du NTE est de transférer les fonctions de l'IANA avec les problèmes de Snowden. Ce que j'ai entendu quand je suis arrivé, c'est que ce sont des problèmes qui ne sont pas sur la table. En tant que nouveau venu, je me demande s'il y a d'autres problèmes, comme on l'a dit tout à l'heure, sont des problèmes techniques. Moi je suis du monde en voie de développement, il y a beaucoup d'autres problèmes, comme la liberté d'expression, il y a

---

d'autres problèmes dans d'autres pays. Est-ce que cela va être résumé seulement aux fonctions IANA et Snowden ? Est-ce qu'il y a d'autres problèmes qui vont être traités, des problèmes qui sont importants pour d'autres communautés ?

OLGA MADRUGA-FORTI : Y a-t-il quelqu'un sur le panel qui pourrait parler d'autres problèmes significatifs qui pourraient être soulevés dans d'autres réunions cette année, qui ne sont pas en liaison avec IANA ou Snowden ?

ANDRES PIAZZA : Oui, l'élément clé, c'est le développement. Il y aura une conférence de l'ITU la semaine prochaine à Dubai et les gouvernements vont être un acteur clé pour essayer d'aider l'Internet à se développer. L'Internet comme un outil de plus en plus important. Mais quoiqu'il en soit, notre organisation a un rôle important à jouer, en termes d'adresses IP, mais notre objectif principal, en tant qu'organisation, est de contribuer au développement, mais je crois qu'il s'agit là de l'une des questions qu'il faudrait prendre en considération, et pas uniquement dans les fora techniques.

OLGA MADRUGA-FORTI : Merci. Question à distance.

NICK ASHTON-HART : En fait c'est plutôt un commentaire. Je suis Nick Ashton-Hart de l'International Digital Economy Alliance. Je veux soutenir le commentaire d'Avri en disant que pour parler des droits de l'homme, le meilleur endroit pour le faire est le Conseil des Droits de l'homme qui

---

est très actif sur les droits de l'homme et la liberté d'expression et d'opinion.

OLGA MADRUGA-FORTI : Bien, avant d'y répondre, je crois qu'il y a un autre commentaire de Chengatai sur d'autres questions qui ne sont pas forcément liées à l'IANA et qui vont surgir.

CHENGATAI MASANGO : Oui, juste pour dire qu'à l'ordre du jour de la réunion de l'IGF, il va y avoir plusieurs questions qui seront traitées, certaines concernant les politiques sur l'accessibilité, la diffusion et l'utilisation des données, Internet et les droits de l'homme, et l'IGF est l'avenir de l'écosystème d'Internet. Ce sont autant de questions qui ne sont pas liées à l'IANA.

OLGA MADRUGA-FORTI : Sam, vous voulez ajouter quelque chose ?

SAMANTHA DICKINSON : Oui, on connaît tous le calendrier de 2014, calendrier très fourni. Il va y avoir une discussion sur la manière de gérer la gouvernance Internet, donc non seulement nous nous penchons sur des problèmes individuels, mais également sur le développement de tout le système, comme on le sait avec NETMundial.

OLGA MADRUGA-FORTI : Merci. Nous allons conclure avec la réponse d'AVRI à la dernière question.

---

AVRI DORIA : Très rapidement. Et avec tout le respect dû, je crois que les droits de l'homme nous devons en parler partout, dans les entreprises, dans la société civile. Ce serait magnifique d'en parler uniquement dans les organisations des droits de l'homme. On pourrait s'asseoir et peut-être que certains d'entre nous pourraient faire une belle déclaration, ce serait super de pouvoir en parler uniquement au conseil des droits de l'homme.

OLGA MADRUGA-FORTI : Pour clore ce panel, j'aimerais remercier Nigel Hickson et son équipe, et dire que Nigel a énormément travaillé, ainsi que Mandy Carver qui est là, qui sont toujours disponibles pour répondre à vos questions, vous orienter, vous donner les informations dont vous aurez besoin pour participer activement à cette année qui va être très chargée. Je remercie de tout cœur ces deux personnes qui nous ont beaucoup aidés dans la préparation de cette réunion cet après-midi.

NIGEL HICKSON : Peut-être pourrais-je vous remercier pour votre rôle de modérateur, merci aux membres du panel, merci au public qui, vous l'aurez vu, le format de cette réunion a changé, à Londres en juin nous allons peut-être nous concentrer sur les réunions plénipotentiaires, être sur les questions qui, nous le savons, vont surgir d'ici juin, mais si quelqu'un souhaite intervenir sur la gouvernance Internet, si vous pensez qu'on a oublié de mentionner tel ou tel problème, ou question, faites-le nous savoir. Merci.